

SCIENCES ET CULTURE

CAHIER **H**78^E CONGRÈS DE L'ACFAS

LE DEVOIR

Le français est aussi la langue que la science utilise

Ils seront 6000 à découvrir «la recherche telle qu'elle est à l'heure actuelle»



ARCHIVES LE DEVOIR

Avec en cinq jours près de 170 colloques et plus de 6000 participants, le 78^e Congrès de l'Acfas se révèle être un franc succès. On pourrait alors croire qu'il n'y ait pas à douter de l'avenir de la recherche au Québec. Mais il s'en trouve toutefois pour signaler que, en ce domaine, rien n'est pourtant assuré.

NORMAND THÉRIAULT

Il suffit de prendre le métro et de descendre à la station Université-de-Montréal. Puis, par le tapis roulant, de rejoindre le haut de la colline. Et là, vous aurez le choix pour atteindre l'un ou autre des divers pavillons qui composent l'École polytechnique ou l'université dont la station de métro porte le nom. Et alors vous serez à même d'évaluer ce que la science en français découvre et propose car, comme le rapporte Monique C. Cormier, la responsable scientifique du plus grand rendez-vous francophone consacré à la recherche, dès le moment du choix des divers colloques, «nous voulions présenter la recherche telle qu'elle est à l'heure actuelle au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde, comme en

France, en Belgique et aux États-Unis».

Ils seront ainsi 6000, provenant du monde des études supérieures, qu'ils soient chercheurs, professeurs, doctorants ou postdoctorants, à se voir offrir une telle option la semaine prochaine. Car là, sur les flancs du mont Royal, se tient la 78^e grande rencontre que l'Association francophone pour le savoir, l'Acfas, organise. Et le grand public n'est pas là oublié. Car, au Pavillon Lassonde de l'École polytechnique, plus de 1200 communications libres sont ouvertes à qui veut y assister, pour ainsi savoir ce que recouvre cette réalité qui a pour nom la science francophone.

Craintes

Devant une telle abondance, on peut croire que l'avenir de

la science au Québec est assuré, car la semaine prochaine c'est de ce lieu que proviendront en majorité les auteurs des diverses interventions, même si à la rencontre plus d'un continent sera représenté. Mais que non!, si on en croit les propos que tiennent les représentants du monde

«Le ministre Goodyear a une définition de la recherche centrée sur le court terme»

-Pierre Noreau

universitaire.

Si le dernier budget provincial a rassuré la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, car, pour reprendre les mots de son directeur général, Daniel Zizian, «le gouvernement provincial a reconnu dans son énoncé budgétaire que l'éducation et l'innovation étaient deux des trois conditions d'une prospérité durable», à l'Acfas, au contraire, on est craintif.

En recherche, il faut le savoir, le gouvernement fédéral

est un acteur majeur, surtout quand il est question de subventions et des politiques qui les justifient. Or le gouvernement actuel, dont les ministres se font fort de soutenir l'industrie automobile et autres activités économiques, semble considérer la recherche de pointe comme un «luxe». Selon Pierre Noreau, président de l'Acfas, l'avenir de la recherche s'annonce ainsi incertain, d'autant plus que «le ministre Goodyear a une définition de la recherche centrée sur le court terme. Pour lui, la recherche doit forcément venir soutenir l'industrie, le développement de nouveaux brevets et la commercialisation rapide des résultats. Cela favorise évidemment certains secteurs très pointus de la recherche, mais cela met surtout la recherche au service de l'industrie et du monde des affaires.»

Et le gouvernement Harper sait se montrer tranchant. N'essaie-t-il pas de reformuler

à sa manière l'héritage parlementaire? Ne met-il pas à mal un organisme comme Droits et démocratie? Et, sur la scène internationale, ne renverse-t-il pas plus de quarante ans de tradition libérale quand, en environnement, droits des femmes, mesures sociales, pour ne nommer que ces secteurs, il s'affiche plus comme l'héritier d'une tradition Bush que de celle d'un Pearson?

Dans un tel contexte, pour cette recherche, qui ne vit pas dans le monde des seules idées reçues, il y a danger. Si dans le passé on a souvent dit que les sciences humaines étaient un domaine défavorisé au moment des subventions, qui nous dit que demain la priorité ne sera plus l'aérospatiale, secteur trop québécois, mais bien le pétrole? Ni non plus l'innovation sociale, mais plutôt les affaires bancaires? Alors, qu'advient-il de la recherche au Québec? Le gouvernement du Québec, qui se veut «austère», prendrait-il alors la relève?

Le Devoir



MONIQUE C. CORMIER

«Découvrir aujourd'hui ce que sera demain»

Page 3



JOËL DES ROSIERS

«Désormais règne le doute sur la capacité du langage à constater l'horreur»

Page 7

ACFAS

Le Québec doit faire la preuve de sa différence

Page 3

POLYTECHNIQUE

«Notre survie dépend des innovations»

Page 4

MONTRÉAL

«Le volet international va devenir une composante de plus en plus importante»

Page 5

JOURNALISTES ET UNIVERSITAIRES

«Ils œuvrent pour le bien public»

Page 6

INNOVATION SOCIALE

Le Québec doit se donner «un nouveau modèle de société»

Page 8

Nous
sommes fiers
de nos

AUTEURS

VENEZ DÉCOUVRIR LEURS OUVRAGES À NOTRE STAND

Lina ABI NADER ▪ Christian AGBOBLI ▪ Ottavia ALBANESE ▪ André ARSENAULT ▪ Réginald AUGER ▪ Guy BELLEMARE
Sabrina BERGERON ▪ Yves BERGERON ▪ Denis BERTRAND ▪ Nathalie BIGRAS ▪ Andrée BOISCLAIR ▪ Ginette BOLDUC
Maude BONENFANT ▪ Nancy BOUCHARD ▪ Denis BOURQUE ▪ Chris BRUCKERT ▪ Liesette BRUNSON ▪ Gilles CANTIN
Huhua CAO ▪ Jacqueline CARDINAL ▪ Louise CARIGNAN ▪ Nathalie CAZELLES ▪ Line CHAMBERLAND ▪ Antoine CHAR
Maurice CHARLAND ▪ Danielle CHARRON ▪ Daniel CHARTIER ▪ Laurence CHARTON ▪ Jean-François CHASSAY
Nicole CHEVALIER ▪ Michèle CLÉMENT ▪ Richard M. CLIFFORD ▪ Robert COMEAU ▪ Yvan COMEAU ▪ André CORBOZ
Patrice CORRIVEAU ▪ Pierre COSSETTE ▪ Louis CÔTÉ ▪ Pauline CÔTÉ ▪ Roch CÔTÉ ▪ Sonia CÔTÉ ▪ Debby CRYER
Marie-France DANIEL ▪ Louis DE GRANDPRÉ ▪ Rodolphe DE KONINCK ▪ Lorraine DEROCHER ▪ Luce DES AULNIERS
Élaine DESPRÉS ▪ Simon L. DOLAN ▪ Louis-Jacques DORAIS ▪ Henri DORVIL ▪ Pierre-André DOUDIN
Sylvie DOUZOU ▪ Denise DOYON ▪ Pierre DRAPEAU ▪ Edwidge DUCREUX ▪ Fabien DUMAIS ▪ Michel DUMAS
Olivier DURAND ▪ Louis DUSSAULT ▪ Roberson ÉDOUARD ▪ Linda ESSIAMBRE ▪ Louis FAVREAU ▪ Carole
FISHER ▪ Jean-Marc FONTAN ▪ Gilles FORTIN ▪ Éric FRANCOEUR ▪ Blye FRANK ▪ Lucie FRÉCHETTE
Sylvie FRÉCHETTE ▪ Micheline
Yves-Chantal GAGNON ▪ Jeanne
Claude GÉLINAS ▪ Bertrand
Nathalie GRAVEL ▪ Johanne
Thelma HARMS ▪ Pauline HARRIS
Manon HÉBERT ▪ Renée HOUDE
Christa JAPÉL ▪ France JOYAL
David KAUFMAN ▪ Juan-Luis KLEIN ▪ Daniel KNEESHAW ▪ René LACHAPPELLE ▪ Claude LA CHARITÉ ▪ Lizanne
LAFONTAINE ▪ Louise LAFORTUNE ▪ Laurent LAPIERRE ▪ Alain LARAMÉE ▪ Frédéric LASSERRE ▪ Élise LASSONDE
Yannick LE ROUX ▪ Sébastien LEBEL-GRENIER ▪ Bertrand LÉBOUCHÉ ▪ Alain LEDUC ▪ Clément LEGARÉ
Jean-Pierre LEMASSON ▪ Jean-Frédéric LEMAY ▪ Mario LEONE ▪ Robert LETENDRE ▪ Benoît LÉVESQUE ▪ Joseph
Josy LÉVY ▪ Marie-Chantal LOISELLE ▪ Lee LONDEI ▪ Hélène MAKDISSI ▪ Gérard MALCUIT ▪ Christophe MALDIDIER
Romaine MALENFANT ▪ Claire MALO ▪ Denise MARCHAND ▪ Robert MARTINEAU ▪ Maria Nengeh MENSAH
Florence MILLERAND ▪ Jacques MOREAU ▪ Hubert MORIN ▪ Guy MORNEAU ▪ Ina MOTOI ▪ Manon MOUSSEAU
Karel Frits MULDER ▪ Pierre C. NOËL ▪ Pierre NOLIN ▪ Joanne OTIS ▪ Andréanne PARADIS ▪ Pierre-Yves PARADIS
Mélanie PARÉ ▪ Colette PARENT ▪ Jean-François PAYETTE ▪ Jean-François PELLETIER ▪ Charles PERRATON
Myra PIAT ▪ Louise POISSANT ▪ Andrée POMERLEAU ▪ Serge PROULX ▪ Taamusi QUMAQ ▪ Lilyane RACHÉDI
Faouzi RASSI ▪ Lise RENAUD ▪ Leonie RICHLER ▪ Robert RIGAL ▪ Janice RISTOCK ▪ Antoine ROULEAU
Jean-François ROUSSEAU ▪ Nadia ROUSSEAU ▪ Julien RUEFF ▪ Fernande SAINT-MARTIN ▪ Louise SAUVÉ
Jean-Marie SCHAEFFER ▪ Michael SCHLEIFER ▪ Sylvine SCHMIDT ▪ François SÉGUIN ▪ Renée SÉGUIN ▪ Ólöf
Gerður SIGFÚSDÓTTIR ▪ Pauline SIROIS ▪ Vittorio Alessandro SIRONI ▪ Noëlle SORIN ▪ Annie STIPANICIC
Aurèle ST-YVES ▪ Amnon Jacob SUISSA ▪ Victoria TALWAR ▪ Christine THOËR ▪ Patrick TILLARD ▪ Louise TOUPIN
Pierre TOUSSAINT ▪ Diane-Gabrielle TREMBLAY ▪ Gaëtan TREMBLAY ▪ Pierre TREMBLAY ▪ Rémy TREMBLAY
Nathalie S. TRÉPANIER ▪ Marie-Andrée VAILLANCOURT ▪ Marie-France VERMETTE ▪ Michèle VATZ LAAROUSSI
André VILLENEUVE ▪ Louise VILLENEUVE ▪ Philippe VIOLIER ▪ Kevin G. WILSON



**Presses
de l'Université
du Québec**

FRENETTE ▪ Christiane GAGNON
d'Arc GAUDET ▪ Sylvie GAUTHIER
GERVAIS ▪ Anne-Marie GINGRAS
GRENIER ▪ Jean-François HAMEL
Gilles HARVEY ▪ Virginie HARVEY
Mireille HUCHON ▪ Shawn HUFFMAN
France JUTRAS ▪ Émilie KALINOVA

**Les Presses de l'Université du Québec,
FIERS PARTENAIRES DE L'ACFAS**

78^e Congrès
de l'Acfas

www.puq.ca



RÉMY BOILY

Monique C. Cormier, professeure titulaire au Département de linguistique et de traduction de l'Université de Montréal, stipule que la science devrait en fait prendre plus de place dans le débat public.

«Découvrir aujourd'hui ce que sera demain»

«La science peut nous éclairer sur les vraies questions et les vraies urgences»

Montréal et Polytechnique accueillent le 78^e congrès de l'Acfas

Avec son congrès annuel, l'Association francophone pour le savoir (Acfas) invite les scientifiques à partager les résultats de leurs recherches et travaille à rapprocher la science de la société. Cette année, la rencontre se fera à l'Université de Montréal (UdeM), à HEC Montréal et à l'École polytechnique, du 10 au 14 mai, sous le thème «Découvrir aujourd'hui ce que sera demain».

MARTINE LETARTE

«Lorsque nous avons choisi le thème, on commençait à s'enfoncer sérieusement dans la crise économique et on sentait vraiment le besoin de regarder vers l'avant. Et, dans le fond, la recherche, dans plusieurs domaines, c'est ça. Ce qu'on découvre aujourd'hui a un impact sur le monde de demain», affirme Laurent J. Lewis, président du comité organisateur du congrès.

Le thème devait aussi bien sûr refléter l'envergure de l'activité scientifique qui sera présentée lors de l'événement. «Nous voulions présenter la recherche telle qu'elle est à l'heure actuelle au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde, comme en France, en Belgique et aux États-Unis, où on retrouve tout de même des francophones», affirme Monique C. Cormier, présidente du comité scientifique.

Ainsi, environ 15 % des chercheurs qui viendront présenter les résultats de leur travail en français proviennent de l'étranger. Et, avec environ 170 colloques, le 78^e Congrès de l'Acfas est le plus important jamais organisé par l'organisme en nombre d'activités.

Portrait de la recherche

Pour la sélection des colloques, le comité s'intéressait à tous les champs de recherche. «Le grand critère était que nous voulions de la recherche de qualité. Le comité scientifique s'est donc penché sur chaque proposition, sur la problématique, la méthodologie et la démarche présentée, pour s'assurer qu'elles répondaient aux normes acceptées par la communauté scientifique», explique Mme Cormier, qui est également professeure titulaire au Département de linguistique et de traduction et vice-doyenne aux affaires professorales à la Faculté des arts et des sciences de l'UdeM.

Résultat? Une programmation très variée. Laurent Lewis est d'ailleurs très heureux notamment que ses collègues chercheurs, dans le domaine de la physique, aient répondu à l'appel. «Dans notre domaine, et dans plusieurs autres aussi, les colloques sont généralement très pointus et très fermés à la population. Celui-là est beaucoup plus ouvert au grand public, ce qui est une fort bonne chose», croit-il.

Un colloque particulièrement intéressant à ses yeux? «Celui qui porte le numéro 213, sur les propriétés électroniques des matériaux organiques et nanométriques. Parce que ce sera la prochaine révolution en électronique. C'est avec des matériaux organiques qu'on fabriquera des écrans pliables», affirme M. Lewis, qui est également professeur titulaire au Département de physique et vice-doyen à la recherche à la Faculté des arts et des sciences de l'UdeM.

Les gens de HEC Montréal et de Polytechnique seront aussi bien représentés dans les colloques et activités scientifiques. Mais on remarque tout de même que c'est la section des sciences sociales qui va chercher la part la plus importante des colloques, avec 30 %.

«On y retrouve des sujets de recherche comme «Contraception: enjeux biomédicaux et sociaux», «Nouvelles opérations de paix: détournement ou mutation d'une formule de coopération internationale», «Éthique et vaccination: le cas de l'influenza A/H1N1», énumère Mme Cormier.

La programmation compte également 20 % de ses colloques dans la section multidisciplinaire, où les questions d'éthique sont très importantes, avec des thématiques comme «Expertise et vaccination: le cas de l'influenza A/H1N1», «Éthique et vaccination: le cas de l'influenza A/H1N1», énumère Mme Cormier.

Le Congrès de l'Acfas offre plus de 1200 communications libres présentées au grand public pour enrichir le dialogue entre les sciences et la société

«On y retrouve des sujets de recherche comme «Contraception: enjeux biomédicaux et sociaux», «Nouvelles opérations de paix: détournement ou mutation d'une formule de coopération internationale», «Éthique et vaccination: le cas de l'influenza A/H1N1», énumère Mme Cormier.

«Ensemble, ces deux secteurs regroupent environ la moitié des colloques, précise la présidente du comité scientifique. On voit que leurs thèmes sont en lien avec la société dans son ensemble, et c'est très important qu'on en prenne conscience.»

«Permettre un débat éclairé. Selon Monique C. Cormier, il ne fait aucun doute que la science devrait en fait prendre plus de place dans le débat public. «Comme Luc Ferry, grand philosophe français et ancien ministre de l'Éducation nationale, je crois que la science peut nous éclairer sur les vraies questions, les vraies urgences pour la société, mais aussi sur les fausses. Grâce à son autonomie, la science peut faire en sorte que les citoyens comprennent mieux les enjeux pour permettre des débats sociaux éclairés.»

Ce dialogue entre la science et la société est essentiel, aux yeux de la professeure, qui a fondé la Journée québécoise des dictionnaires, en 2003, justement pour créer un pont entre les chercheurs et le grand public. «Pour que ce dialogue soit possible, il faut investir massivement dans la recherche pour que les chercheurs puissent travailler et transmettre leurs résultats à l'ensemble de la société», affirme-t-elle.

Le Congrès de l'Acfas offre d'ailleurs une nouveauté cette année pour enrichir le dialogue: plus de 1200 communications libres seront présentées gratuitement au grand public, au Pavillon Lassonde de l'École polytechnique.

Une place pour la relève

Pour que la science puisse occuper une place de choix dans la société, il faut aussi s'occuper de la relève avec attention. «Plusieurs étudiants des cycles supérieurs se sont engagés dans les colloques», affirme Laurent J. Lewis.

Une véritable chance, d'après Mme Cormier. «Au congrès, ils peuvent rencontrer des chercheurs de renommée mondiale, participer aux activités et présenter leurs résultats de recherche devant un public critique. C'est très important pour les chercheurs de demain, d'autant plus que ce n'est pas facile en début de carrière de faire sa place dans les grands événements très pointus.»

Près de 6000 étudiants et chercheurs sont attendus au 78^e Congrès de l'Acfas.

Collaboratrice du Devoir

Association francophone pour le savoir

Le Québec doit faire la preuve de sa différence

Le gouvernement canadien est «mal adapté aux défis posés par une société du savoir»

Sale période pour la recherche au Canada. Alors que le gouvernement américain réinvestit massivement dans le secteur, l'État canadien semble quant à lui heureux de naviguer à vue, selon des considérations utilitaires et idéologiques. Une situation qui inquiète beaucoup Pierre Noreau, président de l'Association francophone pour le savoir (Acfas).

DAVID DUMOUCHEL

«Précisons-le d'emblée, il est très important pour un pays d'entretenir une réflexion scientifique sur tous les champs de la connaissance humaine. Ainsi, la journée où un problème particulier se présentera, il y aura un spécialiste qui possèdera l'expertise nécessaire pour faire face à la situation. Cela n'est toutefois possible qu'à la condition que les chercheurs puissent poursuivre leurs travaux, même s'ils ne collent pas toujours aux préoccupations du jour.»

La conversation est lancée; Pierre Noreau y passera le plus clair de son temps à pourfendre l'attitude du gouvernement canadien, «mal adaptée aux défis posés par une société du savoir».

Il n'est d'ailleurs pas le seul à le faire: la prestigieuse revue britannique *Nature* a récemment dénoncé, dans un éditorial, la politique scientifique canadienne. Coupes et financement erratique, manque de vision et de leadership, absence de considération pour les scientifiques, la publication n'est pas tendre et laisse entendre que le Canada n'a rien compris à l'importance stratégique de la recherche. Le ministre d'État aux Sciences et à la Technologie, Gary Goodyear, prétend de son côté que les chercheurs et les scientifiques «ont bénéficié d'un financement considérable» durant les dernières années.

Certes, accorde Pierre Noreau, le financement a augmenté cette année, mais l'octroi de fonds est très orienté politiquement et idéologiquement. «Le ministre Goodyear a une définition de la recherche centrée sur le court terme. Pour lui, la recherche doit forcément venir soutenir l'industrie, le développement de nouveaux brevets et la commercialisation ra-

pire des résultats. Cela favorise évidemment certains secteurs très pointus de la recherche, mais cela met surtout la recherche au service de l'industrie et du monde des affaires.»

Exode

Le principal problème de cette conception, selon le président de l'Acfas, est d'accorder peu d'importance à la recherche fondamentale, qui se concentre à développer les connaissances qui permettront de relever les défis de demain. Ainsi, «quand on a une conception à très court terme de la recherche, on coupe souvent le financement de grandes structures de recherche parce qu'on ne voit pas leur utilité».

Cet important capital scientifique, «qui travaille à la société de l'avenir», est ainsi graduellement amputé, année après année, subvention après subvention. Quitte à perdre une expertise qui aurait pu se révéler précieuse dans les années à venir. «Il y a vingt ans, les questions sur lesquelles je travaillais n'étaient pas très populaires, raconte Pierre Noreau. Toutefois, elles sont aujourd'hui si intégrées dans le discours de tous les jours qu'on ne s'en rend pas compte. C'est dire toute l'importance de la recherche fondamentale pour une société. On ne s'en aperçoit pas toujours, c'est facile à oublier.»

Cette opinion ne semble toutefois pas partagée par le gouvernement Harper, dont «la politique scientifique actuelle» est condamnée à créer, à long terme, une «déformation» du système de recherche, en «favorisant certains secteurs au détriment des autres». Les effets de tels choix seront profonds et durables; ceux qui sont déjà spécialisés dans les domaines où le financement se tarira n'au-

ront d'autre choix que d'aller poursuivre leurs travaux ailleurs. Pis encore, aucune relève ne se formera, puisque les experts seront tous partis.

Déjà préoccupante, la situation pourrait encore empirer, explique Pierre Noreau: «Le président Obama s'est donné pour objectif de financer la recherche dans son pays à hauteur de 3 % du PIB, une cible déjà partagée par plusieurs États européens. Forcément, cela créera de la concurrence; les chercheurs seront tentés d'aller travailler là-bas.» D'autant plus que le Canada, pour l'instant, n'a encore aucune cible officielle! «Voilà qui démontre le peu d'intérêt du gouvernement pour la question.»

Solution

Que faire, alors? Pour pallier cette situation, certains seront tentés de se tourner vers l'industrie privée pour le financement de leurs travaux. «C'est évidemment une piste de solution, mais il faut aussi comprendre qu'elle a des limites. Par exemple, dans certains cas, d'importantes questions peuvent être soulevées au niveau de la validité et de l'indépendance du travail, surtout lorsque le financement est unique. Il faut aussi comprendre que ce ne sont pas tous les domaines qui sont susceptibles d'être financés par le secteur privé. Seul l'État peut garantir la poursuite de la recherche fondamentale.»

Aucun remède miraculeux n'est en vue; il faut donc, indique le président de l'Acfas, poursuivre les efforts pédagogiques afin de sensibiliser la population à l'importance de la recherche, «surtout pour une société comme le Québec, qui a là une belle chance de faire la preuve de sa différence et de sa pertinence dans un contexte mondial». Puis, il faut faire mieux comprendre aux politiciens «jusqu'à quel point la vie d'une société dépend de ces connaissances-là. Il faut qu'ils comprennent que ce qui n'est pas rentable à court terme peut trouver son sens à long terme.»

Le Devoir

La Vie fait partie du programme

- 83 programmes de maîtrise et de doctorat
- 110 regroupements de recherche
- 3200 personnes travaillant en recherche

www.USherbrooke.ca/etudes-superieures

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Participer à une culture d'innovation.
Collaborer à des découvertes majeures.
Prendre une pause pour courir dans le mont Bellevue.

En croissance continue

« Notre survie dépend des innovations »

Polytechnique impose le stage en industrie

Comptant parmi les plus importantes écoles de génie au Canada, l'École polytechnique de Montréal veut se tenir à la pointe de la technologie pour répondre aux défis du XXI^e siècle. Rencontre avec son directeur général, Christophe Guy, qui est à la tête de l'école depuis 2007.

Selon Christophe Guy, Polytechnique se distingue facilement des autres établissements. « Avec Toronto et Waterloo, nous faisons partie des trois plus importantes écoles de génie au Canada. Et nous sommes également parmi les plus grandes au Québec, avec 6400 étudiants et 220 professeurs. Contrairement aux autres universités, nous collaborons énormément avec les industries. Ces dernières constituent les futurs employeurs de nos étudiants et ce sont elles qui potentiellement vont utiliser les innovations mises au point dans notre école. Depuis 2005, nous avons aussi instauré un stage obligatoire en industrie pour chaque étudiant. Nous misons beaucoup sur les projets intégrateurs en équipe, pour que les étudiants se forment réellement à leur futur travail. D'ailleurs, ces projets sont souvent en partenariat avec les industries, mais également évalués par elles. Ainsi, les étudiants apprennent à communiquer et à travailler en équipe. »

Le Devoir: Le secteur des nouvelles technologies évolue très rapidement. Comment s'adapte votre école?
Christophe Guy: Nous devons constamment ajuster notre offre de formation. Nous proposons actuellement douze programmes, du plus petit, en génie des mines, au plus couru, en génie civil. Cela comprend éga-

lement des formations plus récentes, comme le programme de baccalauréat en génie biomédical. Nous nous adaptons beaucoup à notre milieu et à ses besoins. Peu de personnes savent que Montréal est un des plus grands centres aérospatiaux au monde, avec Toulouse et Seattle. Afin de soutenir l'essor industriel dans ce domaine, nous avons lancé en 2008 le premier programme de baccalauréat en génie aérospatial au Québec. Montréal est également très actif dans le secteur des technologies de l'information, des multimédias et aussi du spectacle. Ainsi, un nouveau certificat en technologie des arts de la scène va débiter en automne 2010. À l'intention des ingénieurs en exercice, nous allons lancer une maîtrise en gestion des projets de génie civil, afin de répondre aux besoins des diplômés, mais aussi des grandes firmes de génie-conseil. Nous avons également pour mission de former des non-ingénieurs aux technologies, c'est le cas, par exemple, de notre certificat en cyberenquête destiné aux policiers et aux douaniers.

Et du point de vue de la recherche?

Nous avons vingt-quatre chaires de recherche réparties en sept grands axes, dont l'aérospatiale, le génie du vivant et les télécommunications. Nous sommes également une des



Avec les établissements de Toronto et Waterloo, l'École polytechnique de Montréal se classe parmi les trois plus importantes écoles de génie au Canada.

rare universités à proposer un doctorat en génie nucléaire. Notre budget est d'un peu plus de soixante millions de dollars. Nous bénéficions du soutien de l'État, mais aussi de celui de plusieurs industries, soit par des contrats ou des subventions. Par exemple, la société Medtronic subventionne en partie un projet de recherche sur la scoliose que nous menons avec l'hôpital Saint-Justine. Dans ce cas, nous travaillons directement avec les chirurgiens pour créer des logiciels de conception de corset ou des simulateurs de chirurgie.

En cas d'absence de financement, nous nous sommes dotés d'une société de valorisation qui a pour but d'évaluer les inventions, de déposer un brevet et de permettre la commercialisation si cela en vaut la peine. Cette société a également permis la création de quinze startups ces dix dernières années.

Quels sont les défis auxquels l'École polytechnique de Montréal devra faire face dans le futur?

Depuis que nous avons remanié les programmes en 2005, nous obtenons un grand suc-

cès. Notre croissance est continue et nous avons vu le nombre d'étudiants augmenter de plus de 20 %. Un de nos défis sera d'avoir suffisamment d'espace pour soutenir cette croissance. Il y a aussi une préoccupation financière. Pour garder notre position de leader au Canada et au Québec, nous devons attirer les meilleurs professeurs et les meilleurs étudiants. Nous devons être concurrentiels, mais notre budget par étudiant est nettement inférieur à celui des autres universités canadiennes. Il va falloir que nous trouvions d'autres sources de finance-

ment. Nous avons aussi un rôle à jouer dans le développement du Québec afin qu'il reste concurrentiel sur le plan international. La Chine forme chaque année plus d'ingénieurs qu'il y en a au Canada. Notre survie dépend des innovations et de la formation d'une main-d'œuvre capable de la porter. Sans cela, nous ne serons jamais capables de répondre aux défis du XXI^e siècle.

*Propos recueillis par
Gwenaëlle Reyx
Collaboratrice du Devoir*



N°1

au Canada
pour le volume
de nos partenariats
de recherche avec
l'industrie



POLYTECHNIQUE, L'INNOVATION AVEC UNE LONGUEUR D'AVANCE

- 70 unités de recherche actives dans des secteurs d'intérêt stratégique, aussi variés que : le génie biomédical, l'aéronautique, les nanotechnologies, les matériaux avancés, l'environnement, l'énergie, le développement durable et les technologies de l'information.
- Plus d'une trentaine d'inventions divulguées chaque année.
- Plus de 115 technologies en cours de commercialisation.
- 14 entreprises dérivées de la recherche à Polytechnique depuis 1997. Création de centaines d'emplois directs.
- 6300 étudiants : de futurs ingénieurs, chercheurs ou entrepreneurs, qui seront agents de l'essor économique de demain.



ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

Journée de la recherche à l'École Polytechnique - Thème : « L'eau »
 Jeudi 27 mai - 8 h 30 à 18 h 30 - ouvert au public
 www.polymtl.ca/recherche • Tél. : 514 340-4720

Le génie en première classe.

Communautés québécoises
d'expression anglaise

Elles sont moins riches qu'on ne le croit

« Pour une petite élite britannique, il y avait une masse effarante de personnes pauvres »

Il y a belle lurette que le clivage entre minorités linguistiques divise au Québec. Quelques siècles d'histoire commune n'ont rien fait pour arranger les choses; méconnaissance et préjugés se sont perpétués, souvent fondés sur une perception erronée du passé. Pour corriger le tir, un nouvel organisme a été fondé l'an dernier: le Réseau de recherche sur les communautés québécoises d'expression anglaise (RRCQEA).

DAVID DUMOUCHEL

Le Québec francophone a longtemps lutté contre ses problèmes d'estime de soi; il s'est souvent perçu comme un peuple « colonisé », « porteur d'eau », à la solde d'une élite anglophone riche et désireuse de l'exploiter sans souci aucun pour son bien-être. S'il y a une certaine vérité dans cette image, explique Lorraine O'Donnell, coordonnatrice chercheuse au RRCQEA, elle n'en reste pas moins totalement éclipse par un autre aspect beaucoup moins connu de l'histoire, à savoir que la pauvreté était — et est toujours — fort répandue au sein des communautés anglophones du Québec.

« Pour une petite élite britannique, souvent écossaise, il y avait une masse effarante de personnes pauvres », poursuit-elle. Des quartiers comme Griffintown et Pointe-Saint-Charles étaient à l'époque les bastions d'une classe ouvrière irlandaise extrêmement pauvre, tout comme les environs du Petit-Champlain, à Québec. Et c'était parfois pire dans les milieux ruraux, où une extrême pauvreté perdurait de génération en génération. »

Encore aujourd'hui, la croyance populaire veut que les communautés québécoises anglophones fassent mieux que les francophones au plan financier. « C'est pourtant faux! », s'exclame Lorraine O'Donnell. Une étude récente, menée par le Réseau communautaire de santé et de services sociaux, indique en effet que près de 22 % des anglophones du Québec vivent sous le seuil de faible revenu (SFR), contre quelque 16 % des francophones.

La différence est significative

et perceptible pour qui regarde vraiment, croit Lorraine O'Donnell. « Quand les gens se basent sur leurs expériences personnelles pour réfléchir à la question, ils identifient rapidement plusieurs endroits où il n'y a aucune corrélation entre richesse et communauté anglophone: N.D.G., Verdun, quartiers de l'Est de Montréal, mais aussi Gaspésie, Côte-Nord [qui ont beaucoup souffert du déclin des industries maritimes] et plusieurs villes rurales. Plusieurs des connaissances anecdotiques, que nous possédons tous, démontrent le mythe, et pourtant il perdure. »

Traditions

Ainsi, les communautés québécoises d'expression anglaise, en général aussi touchées par la pauvreté que les autres, ont historiquement contribué au développement de réponses adaptées à leur situation. Alors que les élites de ces communautés disparaissent — les anglophones ne forment en effet pas un bloc monolithique, tant s'en faut, mais plutôt une mosaïque de groupes aux mœurs, coutumes et appartenance religieuse très contrastées — ont bâti des hôpitaux, les franges plus populaires s'échinaient à améliorer leurs conditions de vie quotidienne.

« Peu de gens le savent, estime Lorraine O'Donnell, mais les débardeurs irlandais ont beaucoup fait pour l'établissement du syndicalisme au Québec. Dès les années 1860, influencés par leurs propres traditions d'organisation et de militantisme, ils ont contribué à l'établissement d'un

VOIR PAGE H 5: ANGLAIS

ACFAS

Recherche à l'Université de Montréal — Du pluralisme culturel à la pharmacogénomique

«Le volet international va devenir une composante de plus en plus importante»

L'Université de Montréal compte 2500 professeurs et chercheurs

L'Université de Montréal et ses écoles affiliées accueilleront cette année le congrès de l'Acfas. Coup d'œil sur certains aspects de la recherche dans cet établissement.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

La recherche à l'Université de Montréal couvre de nombreux domaines, allant des études sur le pluralisme culturel à la pharmacogénomique, en passant par les études internationales, le développement de l'enfance, les nanosciences, la biodiversité et bien d'autres champs.

Des travaux de recherche s'y effectuent tant en lettres, en sciences humaines et en sciences sociales qu'en sciences naturelles et en mathématiques, ainsi qu'en sciences biomédicales et de la santé. L'Université compte plus de 2500 professeurs et chercheurs et quelque 200 centres et instituts de recherche.

Joseph Hubert, vice-recteur à la recherche de l'Université de Montréal, fait valoir que l'université et ses écoles affiliées, l'École polytechnique et HEC Montréal, constituent le premier pôle de recherche au Québec. Selon un palmarès des universités canadiennes à forte intensité de recherche effectué en 2009 par la firme Research Infosource, l'Université de Montréal se classe au quatrième rang au Canada et au premier rang au Québec en ce qui concerne le financement de la recherche. Aux

l'Université de Montréal et ses écoles affiliées accueilleront cette année le congrès de l'Acfas. Coup d'œil sur certains aspects de la recherche dans cet établissement.

En 2007-2008, l'Université de Montréal a obtenu des revenus de recherche totalisant 403,1 millions de dollars. À cela s'ajoute le financement reçu par l'École polytechnique (50,7 millions de dollars) et par HEC Montréal (14,9 millions de dollars).

Principes et domaines

M. Hubert mentionne certains principes directeurs en matière de recherche. «On a toujours encouragé la recherche en réseau, interuniversitaire dans la plupart des secteurs», dit-il. Le vice-recteur indique que l'université favorise la recherche au sein de centres, de groupes ou d'instituts, pour avoir de meilleures infrastructures et des masses critiques un peu plus grandes. «Le volet international est déjà présent, mais il va devenir une composante de plus en plus importante dans les prochaines années. L'aspect interdisciplinaire aussi est déjà en route et sera poussé un tout petit peu plus loin», ajoute-t-il.

À l'Université de Montréal ou dans ses hôpitaux affiliés, des scientifiques font de la recherche sur un très grand nombre de sujets. À l'instar

des autres établissements universitaires, l'université a conçu un plan de recherche stratégique. La recherche sur le cancer est l'un des domaines qui y sont mentionnés. L'université abrite l'Institut de recherche en immunologie et en oncologie.

La recherche cardiovasculaire fait aussi partie des domaines stratégiques. Il s'en fait notamment à l'Institut de

La pharmacogénomique pourrait permettre de mieux choisir les médicaments à donner en fonction du profil génétique des individus

cardiologie de Montréal, affilié à l'université, et au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

«Ce qui est relativement récent, c'est de travailler dans le domaine de ce qu'on appelle la pharmacogénomique, ou la médecine personnalisée», dit M. Hubert. La pharmacogénomique pourrait permettre de mieux choisir les médicaments à donner en fonction du profil génétique des individus. Créé en 2006, le Centre de pharmacogénomique Beaulieu-Saucier-Université de Montréal découle d'un partenariat entre cette université, l'Institut de cardiologie de Montréal et Génome Québec. En 2008, il a emménagé dans ses nouveaux locaux. L'univer-

sité vient en outre d'inaugurer la chaire de recherche Beaulieu-Saucier en pharmacogénomique, dont le titulaire sera Simon de Denuis.

Des chercheurs de l'université effectuent en outre notamment de la recherche en génomique, en développement de médicaments, en neurosciences, en santé mentale, en sciences de la vision et en réadaptation. De la recherche sur le diabète s'y fait également, en collaboration avec l'Université McGill.

Dans le secteur des sciences naturelles, la recherche en nanosciences et nanotechnologies est une priorité. Des chercheurs de l'Université de Montréal et de l'École polytechnique de Montréal effectuent de la recherche dans ce domaine au pavillon Joseph-Armand-Bombardier, inauguré en 2004.

Une autre priorité est le domaine de la biodiversité. «Pour l'instant, ça se concrétise par la construction d'un centre sur la biodiversité sur le site du Jardin botanique. Ce centre sera inauguré à l'automne 2010», indique M. Hubert. Des scientifiques de l'Université de Montréal et du Jardin botanique de Montréal y feront de la recherche.

Situé sur le campus de

l'Université de Montréal, le Centre de recherches mathématiques regroupe des chercheurs issus de différentes universités. Il est notamment soutenu par l'Université de Montréal, l'Université McGill, l'Université du Québec à Montréal, l'Université Concordia, l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke.

Lettres, sciences humaines et sciences sociales

Dans le secteur des lettres, des sciences humaines et des sciences sociales, les études littéraires et culturelles, y compris les études québécoises, sont l'un des domaines de recherche stratégiques. Le Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail regroupe par ailleurs des chercheurs de l'Université de Montréal, de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Montréal et regroupe aussi des chercheurs provenant d'autres universités.

Les études ethniques et celles sur le pluralisme culturel et linguistique constituent un autre domaine mentionné dans le plan de recherche stratégique. M. Hubert indique que des travaux de recherche interdisciplinaire et interuniversitaire se font dans ce champ. Le Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM) est affilié à l'Université de Montréal, à l'Institut national de la recherche scientifique - Urba-

lisation, culture et société (INRS-UCS) et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il regroupe également des chercheurs rattachés à d'autres établissements.

«On a des groupes qui travaillent sur le développement de la petite enfance», ajoute le vice-recteur à la recherche de l'Université de Montréal, qui mentionne qu'il s'agit surtout de chercheurs en psychologie et en psychoéducation.

Les études internationales et la mondialisation sont également mentionnées dans le plan de recherche stratégique. L'Université de Montréal abrite le Centre d'études et de recherches internationales (CERIUM). Un centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail regroupe par ailleurs des chercheurs de l'Université de Montréal, de l'Université Laval et de HEC Montréal.

L'Université de Montréal souhaite consolider ses domaines et ses infrastructures de recherche et favoriser l'internationalisation de la recherche. «Les prochaines étapes, c'est vraiment de développer davantage le volet d'insertion dans les réseaux internationaux pour un certain nombre de grands projets, aussi bien dans le secteur biomédical que dans celui des sciences [naturelles] et dans celui des sciences sociales», indique le vice-recteur à la recherche.

Collaboratrice du Devoir

ANGLAIS

«L'idée n'est pas de dire que les anglophones ont développé ceci ou cela, mais bien de souligner leur contribution à l'avancement de la société québécoise»

SUIITE DE LA PAGE H 4

regroupement syndical, certes embryonnaire, mais qui marquait néanmoins le début de quelque chose d'important.»

Car les Irlandais, malgré le clivage linguistique, ne travaillaient pas en vase clos; ils collaboraient avec les autres débauchés et les ont ainsi nécessairement influencés. «Il y avait à l'époque beaucoup d'échanges et de mouvements. L'idée n'est pas de dire que les anglophones ont développé ceci ou cela, mais bien de souligner leur contribution à l'avancement de la société québécoise. C'est d'ailleurs cela qui est unique au Québec: la minorité linguistique, elle-même divisée en sous-groupes ethniques, religieux et culturels, a apporté beaucoup de traditions qui ont créé une dynamique très particulière.»

Autre exemple de ce dynamisme: les femmes à la maison, qui créaient des réseaux d'aide informels afin de combattre la pauvreté. «Cela met en lumière l'histoire d'organisation pour combattre la pauvreté. Tout ça est un héritage réel», pourtant méconnu.

Un réseau encore jeune

Les travaux du RRCQEA ne se limitent toutefois pas à l'apport des communautés anglophones québécoises pour contrer la pauvreté. «L'idée de

cette instance de recherche, indique Lorraine O'Donnell, est de regrouper les chercheurs qui travaillent sur des questions liées aux communautés d'expression anglaise en un réseau cohérent et organisé qui soit à même d'assurer une bonne diffusion du fruit de leur effort. Une partie de mon rôle est de faire le réseautage entre les chercheurs, les groupes communautaires et les instances gouvernementales, afin de faire mieux comprendre l'importance de la communauté anglophone du Québec et de faire connaître les défis auxquels elle fait face.»

Dans le cadre du 78^e Congrès annuel de l'Acfas, le RRCQEA proposera ainsi une trentaine de conférences échelonnées sur deux jours. La plupart d'entre elles seront données en français; une traduction simultanée sera offerte dans le cas des autres, «car il est primordial d'aborder ces problématiques ensemble, comme un groupe de chercheurs québécois, dont la langue d'usage importe peu.»

■ «Communautés d'expression anglaise du Québec: enjeux actuels et tendances» se tiendra les lundi 11 et mardi 12 mai, au pavillon Jean-Coutu.

■ Pour plus d'information sur le RRCQEA, voir le site www.quescren.ca/fr.

Le Devoir

SALON DU LIVRE de l'ACFAS du 10 au 14 mai 2010

Plusieurs nouveautés

ESPRIT, ES-TU LÀ ?
UNE ANALYSE DU DISCOURS DE LA RÉFORME DE L'ÉDUCATION AU QUÉBEC
Anthony Carquia
Clermont Gauthier
150 pages | 24,95 \$

DEUX MÉDITERRANÉES
Les voies de la mondialisation et de l'autonomie
Sous la direction de Yassine Essid et William D. Coleman
506 pages | 42,95 \$

L'ÂGISME
Sous la direction de MARTINE LAGACÉ
CHANGER LE REGARD SUR LE VIEILLESSEMENT
298 pages | 39,95 \$

Le suicide chez les jeunes Autochtones et l'effondrement de la continuité personnelle et culturelle
Michael J. Chandler, Christopher E. Lalonde, Bryan W. Sokol et Darcy Hallett
210 pages | 29,95 \$

VUES SUR LES FRANÇAIS D'ICI
Sous la direction de CARMEN LEBLANC, FRANCE MARTINEAU et YVES FRENETTE
292 pages | 39,95 \$

Femmes tondues
FRANCE - LIBÉRATION
Coupables, amoureuses, victimes
Julie DESMARAIS
152 pages | 17,95 \$

www.pulaval.com

Visitez les Presses

EXPERTISE ET AUTORITÉ UNIVERSITAIRES DANS LES MÉDIAS : À LA RENCONTRE DE DEUX ÉTHIQUES PROFESSIONNELLES

À L'ACFAS 2010 COLLOQUE DE LA

FQIPU
Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université

L'ÉQUIPE DE RECHERCHE SUR LA GOUVERNANCE ET L'ÉTHIQUE APPLIQUÉE (ERGÉA) ET LA CHAIRE D'ÉTHIQUE APPLIQUÉE DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

LES 12 ET 13 MAI 2010

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, PAVILLON MARIE-VICTORIN, LOCAL MV-D452
PROGRAMME: www.fqppu.org

Journalistes et universitaires

Mais « ils œuvrent pour le bien public »

Médias et chercheurs empruntent de plus en plus souvent des voies séparées

Les journalistes font appel aux universitaires chaque fois qu'ils ont besoin d'aide pour expliquer des phénomènes obscurs, décortiquer des questions complexes, commenter des événements troubles. Les universitaires se prêtent volontiers à ce jeu, qui leur permet de diffuser les résultats de leurs longues années de recherche, mais ils se sentent souvent frustrés par le format imposé par les médias. Deux éthiques irréconciliables? Analyse d'Armande Saint-Jean, professeure titulaire et directrice du Département de lettres et de communications à l'Université de Sherbrooke.

Le Devoir: Journaliste et universitaire, deux pratiques professionnelles irréconciliables?

Armande Saint-Jean: Pas irréconciliables, mais non réconciliées pour l'instant, leurs modalités de fonctionnement étant trop éloignées. Les journalistes travaillent sous pression. Ils doivent aller vite, produire vite, chercher l'essentiel de la matière, la mettre en forme et la délivrer dans les meilleurs délais. Ça se bouscule au rythme de l'actualité, qui est elle-même très dense. Les contraintes qui pèsent sur les universitaires sont aussi de l'ordre du rendement. Ils sont obligés d'être des espèces d'entrepreneurs polyvalents qui doivent à la fois maîtriser

leur domaine de spécialisation, développer de nouveaux cours, faire du recrutement pour aller chercher des étudiants dans leurs programmes, de la promotion pour leurs activités, de la sollicitation pour obtenir des fonds de recherche, de la représentation pour faire valoir leur dossier lors des promotions. Il faut qu'ils se montrent, qu'ils soient connus, qu'ils publient, qu'ils diffusent. En même temps, ils sont obligés de rester alertes sur leur spécialisation, qui la plupart du temps est très complexe. Plus on fait de la recherche, plus on enseigne, plus on fouille les sujets, plus les choses se complexifient et moins on est capable de les ramasser en capsules de



OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

Le travail des journalistes se fait sous pression, ils doivent produire rapidement, chercher l'essentiel de la matière, la mettre en forme et la délivrer dans les meilleurs délais. Des contraintes qui ressemblent à celles de l'universitaire.

quelques minutes, encore moins de quelques secondes.

Que faudrait-il pour les réconcilier?

D'abord, ces deux éthiques ont déjà été compatibles, quand les choses allaient moins vite.

L'information avait une forme toute autre, les médias avaient des contraintes différentes. A une époque où, dans les journaux, on publiait des textes beaucoup plus longs, où on pouvait faire une entrevue de quinze, vingt minutes, une demi-heure avec quelqu'un et citer plusieurs de ses propos, l'essentiel de la rencontre. Je me souviens, à l'époque où j'étais moi-même journaliste à Radio-Canada, d'avoir fait une entrevue de trente ou quarante-cinq minutes avec le docteur Laurin, au moment où il allait présenter la Charte de la langue française à l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, on aurait du mal à lui donner de cinq à sept minutes dans une émission d'affaires publiques à la radio ou à la télévision. Mais ça a déjà été compatible.

Et ça pourrait le redevenir?

Ça pourrait, car ce qui unit les journalistes et les universitaires, c'est qu'ils se placent dans une finalité sociale semblable. Les deux travaillent pour quelque chose qui est essentiel à la société: les journalistes, pour le droit de tous d'accéder à l'information; les universitaires, pour la connaissance et le développement du savoir. Et ça se rejoint. Ils œuvrent pour le bien public, mais, pour cela, ils ont besoin les uns des autres. Il va donc falloir que, de part et d'autre, il y ait des changements structurels, organisationnels, pour

qu'on leur permette d'y arriver de nouveau: tant qu'il y aura les pressions qui existent aujourd'hui sur les journalistes, comme sur les universitaires, c'est peine perdue.

En quoi ont-ils réellement besoin les uns des autres?

Pour justifier leur existence et leur raison d'être. Les journalistes, même lorsqu'ils travaillent à l'intérieur d'entreprises privées dont la finalité première est la rentabilité, sont justifiés par le droit fondamental d'une société démocratique d'avoir de l'information. Les universitaires sont financés en partie par la société. Les recherches qui se font dans les laboratoires ne se font pas seulement pour le plaisir de faire avancer les connaissances, mais pour le bien-être de l'humanité. Donc, il faut absolument qu'ils puissent communiquer leurs résultats et cela est d'ailleurs fait abondamment. Mais il y a différents niveaux: quand on découvre un remède pour une maladie qui est un fléau, que ce soit le cancer, le sida, le diabète, ça ne prend pas de temps à sortir et on trouve curieusement les moyens de se parler. Mais, parfois, on ne saisit pas l'importance d'un sujet et sa dimension est moins urgente. Et là, on ne s'astreint pas à la même discipline et on ne parvient pas à trouver le chemin pour se rejoindre.

Journalistes et universitaires pourraient-ils finir par emprunter des chemins

complètement séparés?

Ils le font déjà de plus en plus souvent. Les universitaires apprennent les outils technologiques, les supports Internet, et décident maintenant de diffuser de cette façon-là. Il y a aujourd'hui beaucoup de pages spécialisées ouvertes par des centres de recherche, par des équipes de chercheurs, qui mettent en ligne une partie du matériel sur lequel ils travaillent. Et là, on peut trouver des choses très intéressantes. Mais je ne suis pas certain qu'il y ait un lien qui s'établit, que la passerelle se fasse entre ces pages et les médias d'information. Autant Internet a donné aux journalistes un formidable outil de documentation, autant la contrainte de rapidité s'est accélérée et ils n'ont pas le temps d'aller chercher. Ils se tournent alors vers toutes sortes d'autres experts qu'ils peuvent trouver dans la société. Le plus courant aujourd'hui est l'homme et la femme de la rue, les gens les plus ordinaires, dont on valorise maintenant le commentaire impressionniste à un point assez étonnant.

■ Armande Saint-Jean interviendra le jeudi 13 mai prochain, à 9h15, dans le cadre du colloque «Expertise et autorité universitaires dans les médias: à la rencontre de deux éthiques professionnelles».

Propos recueillis par Hélène Roulot-Ganzmann Collaboratrice du Devoir



IRCM
INSTITUT DE RECHERCHES CLINIQUES DE MONTRÉAL
Affilié à l'Université de Montréal

CENTRE DE RECHERCHE BIOMÉDICALE PAR EXCELLENCE

36 UNITÉS DE RECHERCHE — 6 AXES DE RECHERCHE :
 Biologie intégrative des systèmes et chimie médicinale
 Cancer
 Immunité et infections virales
 Maladies cardiovasculaires et métaboliques
 Neurobiologie et développement
 Recherche clinique et bioéthique

1 CLINIQUE DE PRÈS DE 40 PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ
www.ircm.qc.ca — info@ircm.qc.ca

Innovier | Prospérer

avec la recherche, la science et la technologie

- Outiller nos chercheurs pour l'avenir
- Attirer des cerveaux créatifs et productifs
- Créer des liens étroits entre la recherche et les utilisateurs
- Appuyer les entreprises prêtes à exceller
- Promouvoir la formation de la relève scientifique

Développement
économique, Innovation
et Exportation

Québec

ACFAS

« La littérature francophone peut-elle humaniser la mondialisation? »

« Désormais règne le doute sur la capacité du langage à constater l'horreur »

Le créole n'a pas de mot pour dire « tremblement de terre »

Joël Des Rosiers, poète, essayiste et psychiatre québécois d'origine haïtienne, fait sien « Poésie du désastre, désastre de la poésie ».

ASSIA KETTANI

Il y a cinquante ans, sous le choc de la Deuxième Guerre mondiale, Theodor Adorno avait écrit: «Écrire un poème après Auschwitz est barbare», déplorant l'insignifiance de la culture devant la barbarie humaine.

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7,3 sur l'échelle de Richter a détruit un pays, ébranlé les consciences et suscité l'horreur. Devant une catastrophe naturelle et humaine d'une telle ampleur, Joël Des Rosiers pose la question symétrique: est-ce qu'écrire des poèmes après le séisme est barbare? «Comment dire l'impensable? Quel pouvoir peuvent avoir les mots contre "la mort abrupte"?» Il présentera, au cours de cette intervention, ses réflexions sur les rapports entre la poésie et le désastre.

D'origine haïtienne, José Des Rosiers vit au Québec depuis l'âge de 10 ans. Même s'il a passé la plus grande partie de sa vie au Québec, la souffrance du peuple haïtien a immédiatement éveillé en lui une compassion qui le lie au traumatisme collectif: «Les nombreux patients d'origine haïtienne rapatriés au Québec que j'ai soignés depuis le 12 janvier, pour état de stress post-traumatique et dépression psychotique, me font conclure que la souffrance nous est commune avec les êtres qui nous ressemblent par la langue», explique-t-il.

Blessure

Plus qu'une catastrophe naturelle, le séisme a été vécu comme une blessure partagée par toutes les consciences. Pour Joël Des Rosiers, le choc se répercute jusque dans les mots et ampute le langage de la possibilité de parler de la tragédie: «En créole, le tremblement de terre n'est pas nommé. Les gens utilisent le langage comme un voile; ils parlent de "l'événement" ou, pire encore, émettent une affreuse onomatopée, goulougoulou, imitant le vrombissement guttural qui accompagna la secousse. Il n'y a pas de mot pour le dire. Il y a désormais une grande cassure entre le mot et le monde.»

Perdre la parole après un choc? Derrière ce constat qui caractérise l'état post-traumatique du peuple haïtien, la voix du poète, de l'essayiste et du psychiatre se superpose. Cette voix au croisement de la littérature et de la médecine, Joël Des Rosiers la replace dans un héritage littéraire: «Poète d'instinct, j'exerce la psychiatrie. Beaucoup de médecins écrivains, de Rabelais à Céline, d'Antonio Lobo Antunes à Jean-Christophe Rufin, n'ont eu de passion que la médecine. Ce n'est pas un paradoxe. Il existe de ce fait de nombreux points de rencontre entre poésie et psychiatrie, ne serait-ce que dans l'écart entre le monde et le mot que comble le délire.»

Rien

Pour Joël Des Rosiers, le choc subi par le peuple haïtien, incapable de nommer l'horreur qui l'a frappé, révèle la faillite du langage, de l'écriture et a fortiori de la poésie: «Surgissent de cette rupture des poètes qui cherchent à convaincre qu'ils l'avaient annoncée. Mais le poète n'est pas un prophète. C'est le pire rôle dont il pourrait s'enorgueillir.» Rapprochant ce traumatisme de celui qui a suivi la prise de conscience de la Shoah, Joël Des Rosiers considère que «la parole est trouée par le traumatisme. Désormais, règne le doute sur la capacité du langage à constater l'horreur. Après la descente du rêve dans le chaos, il n'y a rien à dire. Il n'y a que le rien.»

Un écho aux mots de Robert Antelme, rescapé des camps de Buchenwald et de Dachau, qui écrivait en 1947: «À peine commençons-nous à raconter que nous suffoquons. À nous-même, ce que nous avons à dire commençait alors à nous paraître inimaginable.»

Silence

Le verdict de Joël Des Rosiers devant cette impuissance du langage est donc clair: la poésie, la culture doivent s'imposer un devoir de silence. Il existe un côté presque indécent à la poésie du désastre, un voyeurisme impudique et naïf: «Le poète n'a pas

Plus qu'une catastrophe naturelle, le séisme a été vécu comme une blessure partagée par toutes les consciences

à trouver sa matière dans le discours ambiant de danger, de grandeur et d'effroi. La fascination pour le désastre réside dans ses effets esthétiques, dans ses espérances d'une nation sublimement belle, dans l'exaltation d'un peuple ressuscité d'entre les décombres, d'une réforme politique qui combattrait la corruption.» Refusant le «parti pris compassionnel à l'égard du corps souffrant des peuples en détresse», il dénonce une parole «illusoire et aléatoire» devenue «élégie de la violence».

La question qui surgit ici re-

joint les grands débats de la littérature devant l'horreur. C'est la question soulevée par Adorno devant la Shoah et plus récemment par la polémique autour du livre de Yannick Haenel, *Jan Karski*, sur le rapport entre l'écriture et l'Histoire. Les écrivains peuvent-ils tout se permettre? L'écriture, la fiction

et la littérature peuvent-elles utiliser les matériaux de l'Histoire, fussent-ils ceux d'un récit d'horreur, pour le plier à leur imagination? Ou faut-il considérer, comme Paul Celan, que «personne ne témoigne pour le témoin»?

La réflexion de Joël Des Rosiers sur la violence du choc collectif atteint donc les devoirs et les droits des poètes: «Le temps, fût-il béni, est révolu où on pouvait faire poésie de tout. Même du désastre. Il y a désormais scission entre le monde et le langage. Conscient du scandale que pourrait causer l'évocation poétique du désastre, au poète il reste "l'honnêteté du silence" (Wittgenstein).»

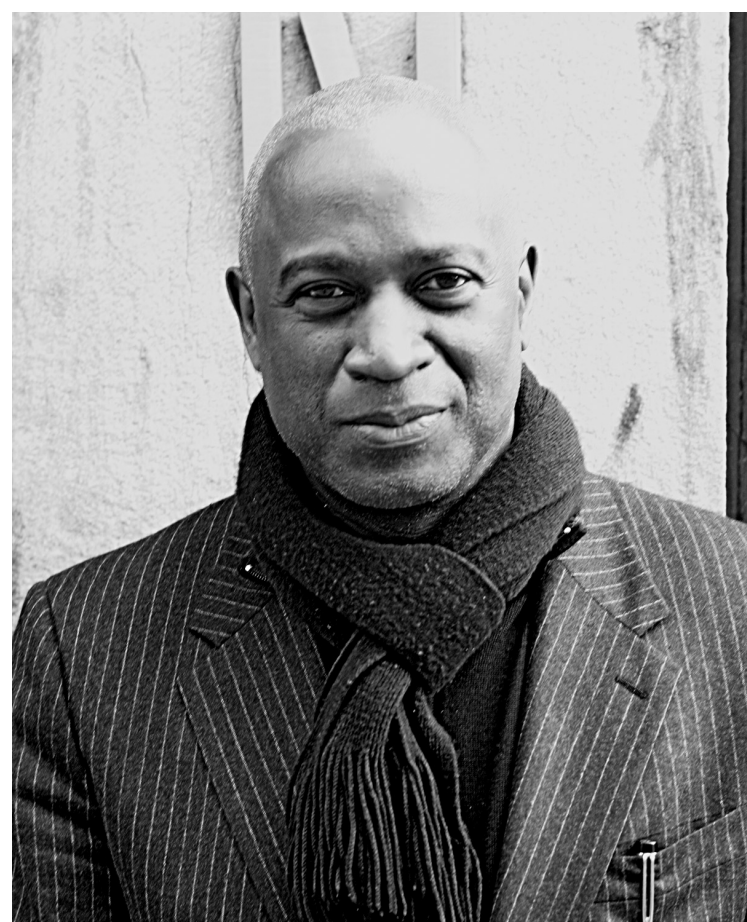
Affolement

Cette faillite du langage n'est pas propre au séisme, mais est commune à tous les grands traumatismes de «la mélancolique histoire de ce pays», notamment l'esclavage et l'horreur de la dictature: «Depuis l'horreur duvaliériste — il y en eut d'autres tout au long de la mélancolique histoire de ce pays, le siècle des Lumières y fut enchaîné — le langage est devenu mensonge, impuissance, dérision. C'est du côté de l'imaginaire que l'œuvre déploie ses miroirs et ses leurres. Mais quand le réel ouvre un trou béant dans l'imaginaire, les écritures s'affolent, deviennent énigmatiques.»

Tirant la même leçon de toutes les cicatrices qui marquent la mémoire des hommes, Joël Des Rosiers se tourne donc vers un silence lucide imposé par le «désastre de tout constat devant l'inhumain».

«Poésie du désastre/Désastre de la poésie» sera prononcé le mercredi 12 mai à 9h45, dans le cadre de «La littérature francophone peut-elle humaniser la mondialisation?»

Collaboratrice du Devoir



ALAIN RIVERIN

Pour le poète Joël Des Rosiers, il existe un côté presque indécent à la poésie du désastre, un voyeurisme impudique et naïf.

DÉCOUVRIR AUJOURD'HUI CE QUE SERA DEMAIN



Université de Montréal
HEC Montréal • École Polytechnique
du 10 au 14 mai 2010

Nous sommes heureux de vous accueillir.

Bon congrès!



SOURCE JUAN-LUIS KLEIN

Pour son colloque sous le thème «L'urgence de l'innovation sociale pour une société innovatrice», le directeur du Centre des recherches sur les innovations sociales, Juan Luis Klein, propose une réflexion sur le renouvellement du modèle québécois.

Urgence de l'innovation sociale

Le Québec doit se donner « un nouveau modèle de société »

L'être humain doit être au centre du développement économique et social

«Renouveler le modèle québécois». Expression abondamment utilisée, parfois galvaudée et souvent utilisée à toutes les sauces. N'empêche, c'est réellement ce que vise Juan Luis Klein, directeur du CRISES. Mais sa démarche va à contre-courant de celle des «lucides». Plus qu'une affaire de budget, le Québec doit expérimenter de nouvelles façons d'aborder les problèmes sociaux.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

La crise économique a frappé l'Occident de plein fouet. Les déboires américains, grecs et portugais s'enlissent. Le Québec s'en est tiré sans trop de cicatrices, mais il est trop tôt pour crier victoire. «À mon avis, on a à peine commencé à voir les effets», prophétise Juan Luis Klein. Le directeur du Centre des recherches sur les innovations sociales (CRISES) croit que «le grand problème, c'est que nous n'avons, ni ici, ni ailleurs, réfléchi aux causes qui avaient provoqué cette crise. On n'a agi que sur des effets, c'est-à-dire la faillite de certains établissements financiers, le besoin de sacrifier la structure de l'économie, le besoin de protéger la consommation. [...] Mais on n'a pas du tout réagi aux causes qui avaient provoqué la crise financière.»

Comme notre province a été la plus épargnée par la crise au Canada, M. Klein se «dit que le Québec a une occasion d'essayer de réagir et de penser aux causes qui ont provoqué cette crise et de se renouveler, de façon [...] à ce qu'on ne soit pas à la merci de ce qui se fait, mais qu'on puisse d'une certaine façon avoir un leadership dans ce qui se fait».

C'est dans cette optique que, dans le cadre du 78^e Congrès de l'ACFAS, le professeur de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) organise un colloque sous le thème «L'urgence de l'innovation sociale pour une société innovatrice». Une activité spéciale qui ne vise rien de moins que de réfléchir au renouvellement du modèle québécois.

«C'est un vaste programme», admet-il, le sourire un peu puer, ajoutant avec une pointe d'autodérision: «C'est Charles de Gaulle.»

Voir large

Selon Juan Luis Klein, ce chantier de réflexion nécessite une vision plus large que la gestion budgétaire. Ce sont nos manières d'aborder les problèmes qu'il faut ajuster. Il nous invite à nous poser de nouvelles questions pour de nouveaux problèmes.

Il prend l'exemple de l'éducation qui, comme professeur, l'interpelle particulièrement. Il croit fermement que tout ce système doit être repensé, car de nouvelles réalités nous forcent à revoir un système mal adapté à la jeunesse d'aujourd'hui. «L'école

était pensée pour les jeunes qui, à la fin de leurs études, se mariaient et ensuite avaient un emploi à temps plein. Ils travaillaient pendant trente ans. Ils prenaient par la suite leur retraite et mourraient. De tout cela, la seule chose qui reste, c'est qu'ils meurent à la fin. Le reste a changé», observe-t-il avec humour.

Mais repenser, renouveler, ré-

«Notre développement ne doit pas priver ceux qui se développent en même temps que nous de la possibilité de se développer comme nous»

inventer, ce n'est surtout pas faire fi des expériences du passé et des acquis qu'a engrangés notre société. Avec cette philosophie, Juan Luis Klein s'inscrit en opposition aux gens derrière le manifeste Pour un Québec lucide et de sa suite logique, le budget Bachand, qui, selon lui, est en train «de jeter le bébé avec l'eau du bain».

«La réaction qu'on a vue a été de miner d'une certaine façon les acquis du modèle québécois. À savoir, l'accès universel à certains services, comme la santé par exemple.»

«Bien sûr, il y a un grand problème dans la santé. En partie, c'est parce qu'on voit tous les malades comme étant pareils», considère M. Klein, qui tente de faire déborder le débat du simple constat comptable. «N'est-il pas possible d'avoir une diversité de réponses aux divers problèmes qui se posent dans le domaine de la santé? Pourquoi faut-il que chaque maladie, chaque problème se traduise par un passage à l'urgence? Tout simplement parce qu'on n'a pas de solution de rechange», pose-t-il comme diagnostic.

Cohésion sociale

Géographe, Juan Luis Klein pense lui aussi au développement durable, à l'évolution dans le temps, à la nécessité de ne pas hypothéquer les générations futures, mais il réfléchit aussi au développement dans une logique de territoire et de collectivités. «Notre développement ne doit pas priver ceux qui se développent en même temps que nous de la possibilité de se développer comme nous. Ce qui signifie un développement équitable.»

Né au Chili, Juan Luis Klein a été séduit par certains aspects du modèle québécois lors de

son arrivée. Ici, à son avis, «les citoyens, les organisations de la société civile ont une place importante qui permet une forte cohésion sociale».

Aussi, il louange les expérimentations qui ont transformé le modèle québécois à quelques reprises. La dernière période faste dans ce type d'innovation fut lors d'une autre crise économique, soit celle du début des années 80. Les modes de gouvernance dans les domaines de la santé, de l'appui des entreprises et du développement économique et territorial ont donné un nouveau souffle à notre société. Voilà que, depuis deux ans, le Québec se confronte de nouveau à une crise économique. Selon le directeur du CRISES, il s'agit d'un moment charnière que le Québec doit saisir pour stimuler sa créativité sociale.

«La crise [des dernières années] a montré que l'économie était arrivée à une situation qui était insupportable pour la société. Elle s'est affranchie des institutions démocratiques. Elle s'est affranchie de la capacité des gouvernements de pouvoir agir. Elle répond uniquement au besoin de rentabilité à court terme des détenteurs de capital financier. C'est le capital financier qui mène le rythme de ce qui se fait et de la façon dont ça se fait sur le plan de l'évolution de la recherche. Ça met en évidence la nécessité de penser à de nouveaux modes de gouvernance dans la société qui ramèneraient l'économie à son juste rôle, qui est celui de servir les citoyens, servir la population.»

Juan Luis Klein en appelle donc à une nouvelle vague d'expérimentations qui ramèneraient l'être humain au centre du développement économique et social. Il cite le titre de la conférence que tiendra l'ancien député Camil Bourchard lors du congrès de l'ACFAS, «Innover pour ajouter une couche d'humanité», qui résume selon lui la philosophie du colloque.

«Déjà, le fait de penser à un nouveau modèle de société, c'est penser à une innovation sociale», déclare-t-il pour justifier le symposium qui se déroulera les 12 et 13 mai prochains à l'Université de Montréal.

■ «L'urgence de l'innovation sociale pour une société innovatrice» se tiendra le mercredi 12 mai en après-midi, au Pavillon Métro, et le jeudi 14 mai, au Pavillon Raymond-Chabot-Grant-Thornton.

Le Devoir

RECHERCHE

En prévision du jour où nous subirons un tremblement de terre

Bien que nos ingénieurs conçoivent des structures complexes depuis une centaine d'années, ils apprennent encore beaucoup des récents tremblements de terre. Ainsi, une équipe de l'École polytechnique de Montréal est à l'affût de ce que pourrait nous apprendre le récent séisme survenu au Chili. Elle s'inquiète même d'une éventuelle secousse qui pourrait nous frapper, tout en se préoccupant de renforcer nos ponts et viaducs.

CLAUDE LAFLEUR

«Lors du tremblement de terre de San Fernando en 1971, nombre de bâtiments modernes se sont effondrés, relate Bruno Massicotte. On s'est alors demandé comment il se fait que des bâtiments pourtant construits selon les plus récentes normes n'ont pas résisté. Voilà qui a ouvert les esprits et qu'on a commencé à se questionner sur ce qu'on faisait.»

M. Massicotte est professeur à l'École polytechnique et titulaire du Groupe de recherche en génie des structures, une équipe qui se consacre entre autres au génie parasismique. «Nous travaillons en vue d'améliorer les normes de construction des bâtiments ainsi que de renforcer certaines structures existantes, notamment nos ponts», précise-t-il.

Revisiter nos connaissances

«Les récents tremblements de terre montrent qu'il y a des structures qui résistent très bien et d'autres pas, poursuit-il. On sait maintenant certaines choses qu'on ignorait il y a trente ans. Par exemple, on pensait que les bâtiments dont la structure est principalement faite d'acier étaient préférables à ceux en béton. Toutefois, à la suite du tremblement de terre de Los Angeles (1993), on a pu observer les charpentes d'acier de bâtiments en construction, ce qui nous a permis de découvrir des fissures. On pensait jusqu'alors que l'acier ne présentait aucun problème, ce qui n'est pas le cas. On a depuis modifié nos façons de faire... Voilà qui alimente nos recherches!»

Par ailleurs, en laboratoire, les chercheurs n'ont pas toujours les moyens de faire des tests sur des composantes à pleine grandeur. «On fait souvent des essais sur des assemblages réduits, précise M. Massicotte. Cependant, à Polytechnique, nous avons mis en lumière que des essais sur modèles réduits ne donnent pas nécessairement les mêmes résultats que des essais sur des spécimens en taille réelle. L'extrapolation à partir d'une petite échelle — d'une poutre de 4 pieds de long pour en simuler une de 40 pieds — n'est peut-être pas correcte dans certains cas. C'est le genre de choses que nous démontrons dans notre laboratoire. Et même à l'aide de logiciels, on ne peut pas tout simuler, car il y a des phénomènes qui sont très difficiles à reproduire. Il faut, dans certains cas, faire des essais en grandeur réelle.»

À quand notre tour?

La plupart d'entre nous considérons que, au Québec, nous habitons une région qui risque peu de subir un important séisme. Or il n'en est rien, estime Bruno Massicotte. «La région de Montréal est aussi exposée à ce risque que celle de

Vancouver», dit-il.

La nature du risque est cependant différente. Les résidents de la côte ouest habitent une région où se trouvent des failles géologiques actives — où les sols bougent beaucoup — alors que nous, nous habitons une région aux sols mous.

«L'une des particularités de l'est de l'Amérique du Nord est que les ondes sismiques se transmettent sur de grandes distances, alors qu'en Californie les tremblements de terre sont localisés.» Ainsi, rappelle M. Massicotte, nous avons tous très bien ressenti à Montréal la secousse sismique survenue à Chicoutimi en novembre 1988. «Ce tremblement de terre d'une magnitude de 6,2 a été ressenti jusqu'à Montréal... à 450 kilomètres de là!» On rapporte même qu'il a été ressenti à Toronto et même dans le Michigan.

Dans l'est de l'Amérique, la zone affectée par un tremblement de terre est nettement plus vaste qu'en Californie, de sorte que, même s'il y a en moins, on est exposé à ce risque parce que les séismes qui sont éloignés peuvent nous affecter. De plus, nul ne peut dire d'où proviendra la prochaine grande secousse.

En outre, les séismes d'importance sont peu fréquents, soit environ un par siècle, de sorte qu'on n'y est guère préparé. «On pourrait dire que le dernier séisme en importance (de magnitude 7) remonte à 1925 dans Charlevoix», relate M. Massicotte. C'est dire que pratiquement toutes nos structures n'ont jamais été mises à l'épreuve.

Bruno Massicotte prédit tout de même que ce ne sera pas le même type de structures qu'en Californie qui sera affecté ici, étant donné la différence des sols. «On peut imaginer que ce ne seront pas les structures élevées — les édifices — qui souffriront, mais davantage celles qui sont trapues comme les ponts», dit-il.

Renforcer nos ponts

Le Groupe de recherche en génie des structures a en outre contribué à l'enquête qui a suivi le tragique effacement du viaduc de La Concorde, à Laval. «Nous avons mené des études pour vérifier la sécurité des ponts, explique M. Massicotte. Dans notre laboratoire, nous avons testé des portions de pont à échelle réelle. Nous cherchions à comprendre d'où venait le problème.»

L'équipe a également utilisé des logiciels pour comprendre ce qui s'est passé à La Concorde. «Et, maintenant, nous continuons nos travaux, puisque le ministère des Transports a bien d'autres ponts [existants et à construire].»

«Je vous dirais que le ministre des Transports se comporte de façon exemplaire et très responsable, lance l'ingénieur. Il cherche vraiment à comprendre ce qui se passe au niveau de ses ponts.»

«Nous disposons à présent des sommes nécessaires pour mener à bien ce genre de recherche. La direction du ministère a vraiment le souci d'assurer la sécurité aux meilleurs coûts possibles. C'est le ministère au Canada qui alloue le plus d'argent pour étudier les problèmes — ce que nous envient bien des collègues en Ontario et à travers tout le Canada!»

Collaborateur du Devoir

L'effet de la recherche

L'UQAM salue la contribution de l'Acfas à la valorisation de la recherche, véritable moteur d'avancement social, économique et culturel.

Plus de 400 professeurs, chercheurs et étudiants de l'UQAM partageront les fruits de leurs travaux au congrès 2010. Évaluation de la qualité de la vie, médicaments sur Internet, médias sociaux et santé, prévention du décrochage scolaire, il n'est pas de sujet d'importance qui ne soit touché par l'effet UQAM.

uqam.ca

L'effet UQAM